

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

PROUVY, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EPGF LAMBRES LOGISTICS Bât C3 (ex GOODMA**

ZAC de Lambres et Cuincy  
La Voie du Meunier  
59552 Lambres-lez-Douai

Références : 2023-V1-376  
Code AIOT : 0003800658

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2023 dans l'établissement EPGF LAMBRES LOGISTICS Bât C3 implanté ZAC de Lambres et Cuincy La Voie du Meunier 59552 Lambres-lez-Douai. L'inspection a été annoncée le 19/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EPGF LAMBRES LOGISTICS Bât C3
- ZAC de Lambres et Cuincy La Voie du Meunier 59552 Lambres-lez-Douai
- Code AIOT : 0003800658
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 04/08/2017 modifié le 17/01/2019, la société Goodman France a été autorisée à exploiter un bâtiment logistique sur la commune de LAMBRES-LEZ-DOUAI. Le 15/02/2019, la Préfecture du Nord a délivré un récépissé de changement d'exploitant au nom de la société EPGF LAMBRES LOGISTICS.

L'entrepôt d'environ 37 000 m<sup>2</sup> est composé de :

- 6 cellules de stockage de surface inférieure à 6 000 m<sup>2</sup> ;
- d'un bloc de bureaux et locaux sociaux ;
- de locaux techniques (local de charge, local chaufferie, local sprinkler, local transformateur,...).

Le site est soumis à autorisation pour les rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées :

1510 (entrepôt couvert – volume : 483 829 m<sup>3</sup>), 1530 (papiers, cartons ou matériaux analogues), 1532 (bois ou matériaux combustibles analogues), 2662 (polymères) et 2663 (pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères).

Les locaux sont actuellement loués à la société Simastock : 3 cellules sont dédiées au stockage de sucre et les 3 autres cellules au stockage de pièces automobiles (pare-chocs, jantes et pneumatiques principalement).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale 2023 – entrepôts couverts : état des stocks, situation administrative, moyens de lutte incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 02/12/2015, article L.513-1	/	Sans objet
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4	/	Sans objet
3	Disponibilité des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 13	/	Sans objet
4	Système d'extinction automatique d'incendie (EAI)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II, point 13	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	/	Sans objet
6	Plan de défense incendie (installations 1510 A avant et après 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de l'inspection. Quelques observations ou pistes d'améliorations ont été faites à l'exploitant sans que cela ne remette en cause la sécurité du site. Il a également été rappelé à l'exploitant qu'il était impératif qu'il réalise une demande de bénéfice des droits acquis concernant le classement de ses installations en unique rubrique 1510.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement (version du 02/12/2015), article L.513-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, antériorité 1510
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.</p> <p>Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'article L.513-1 du Code de l'Environnement permet aux exploitants d'installations régulièrement mises en service et soumises, en vertu du décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration, de continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à <b>la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui.</b></p> <p>L'article R.513-1 du code de l'environnement précise les informations à fournir au préfet pour pouvoir bénéficier de ce principe des droits acquis.</p>

<p>L'exploitant n'a pas produit auprès de l'inspection des installations classées sa déclaration d'antériorité conformément aux dispositions des articles L.513-1 et R.513-1 du Code de l'Environnement concernant le regroupement des rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663 dans une unique rubrique ICPE 1510.</p> <p><b>Toutefois, l'exploitant est déjà "connu" des services de l'inspection, il a donc été rappelé à celui-ci qu'il devait réaliser cette déclaration sans délai (suite à la parution du décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 susvisé concernant la rubrique 1510)</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : état des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, état des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du Préfet, des services d'incendie de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du Préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour, a minima, de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p>

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, à minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

[...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté le logiciel de suivi de son état des stocks en temps réel ainsi que les extractions permettant de répondre aux deux attendus de la prescriptions, à savoir :

- un état des stocks pour la gestion d'évènements accidentels : types de produits, rubriques ICPE, localisation, quantités.

- un état des stocks vulgarisé.

Le plan des stockages associé a également été transmis.

L'état des stocks est accessible sur le réseau (indépendamment des conditions matérielles du site).

Le stock fait l'objet d'un inventaire physique semestriel en ce qui concerne le sucre et hebdomadaire pour les pneumatiques et les jantes, principaux éléments stockés.

**Observations :**

Le fichier de base pourrait être utilement amendé d'une colonne correspondant au type de matériau en lien avec la référence des produits.

Les cellules sont repérées de A à F (6 cellules). Il est nécessaire de mettre en cohérence les différents documents avec ce nommage : plan de défense incendie notamment où les cellules sont nommées de 1 à 6.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 3 : Disponibilité des moyens incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- a. des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

- b. des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services

d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)\*.

- d'extincteurs (...);
- de robinets d'incendie armés (...);
- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

[...]

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.

[...]

#### **Arrêté préfectoral d'autorisation du site :**

"Les PI ont un débit minimal de 120 m<sup>3</sup>/h et fournissent un débit en simultané sur deux appareils de 240 m<sup>3</sup>/h".

[...]

#### **Constats :**

Des extincteurs et des RIA sont présents en nombre au sein de l'ensemble des cellules.

Les derniers rapports de vérifications ont été transmis :

- Q4 concernant les extincteurs en date du 17/04/2023 (vérification du 05/01/2023 société SOMEX) et rapport ainsi que preuve du remplacement de 3 extincteurs permettant la levée de réserve afférente ;
- Rapport de vérification et de maintenance des RIA en date du 30/12/2022 (société AAI).

Le dossier de demande d'autorisation précise que la quantité d'eau requise pour la défense contre l'incendie est de 900 m<sup>3</sup> disponibles durant 2h (soit 450 m<sup>3</sup>/h).

Le dernier rapport de vérification des poteaux incendie (rapport annuel véolia 2022) précise que ceux-ci délivrent un débit :

- en unitaire pour les 8 PI : de 217 m<sup>3</sup>/h à 231 m<sup>3</sup>/h ;
- en simultané sur les PI n°4 et n°5 : 400 m<sup>3</sup>/h.

Une réserve d'eau de 420 m<sup>3</sup> est également présente sur le site.

Au regard des documents présentés le jour de l'inspection, les moyens disponibles sur le site permettent de répondre de manière satisfaisantes aux prescriptions édictées.

Enfin le dernier exercice incendie a été réalisé en 2020, l'exploitant indique qu'un exercice sera réalisé d'ici la fin de l'année afin de respecter l'échéance des 3 ans.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 4 : Système d'extinction automatique d'incendie (EAI)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II, point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EAI
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.
<b>Constats :</b> Le rapport de vérification du système d'extinction automatique incendie réalisé par la société AAI en date du 02/09/2022 a été présenté (référentiel NFPA). Une visite semestrielle a également eu lieu. Le référentiel NFPA ne prévoit pas la transmission d'un rapport complet semestriel.  Un point faisant l'objet d'une non-conformité a été relevé dans ce rapport : il s'agit des besoins hydrauliques pris en charge par la réserve sprinkler. Un courriel de l'installateur permettant de lever cette non-conformité a été présenté le jour de l'inspection.  Le rapport de vérification du système de détection incendie, asservie au déclenchement du sprinklage a également été présenté (rapport de visite du 18/01/2023 - AXEES pour SIEMENS) ainsi que le Q7 afférent. Ces documents ne concluent pas en la présence de non-conformité, ils n'ont pas fait l'objet d'un contrôle approfondi lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m <sup>2</sup> . Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les



installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.
<b>Constats :</b> La démarche a été menée lors du dépôt du dossier de demande d'autorisation et le résumé transmis le jour de l'inspection. Le rapport conclut en l'absence de flux 8kW/m <sup>2</sup> en dehors des limites du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Plan de défense incendie (installations 1510 A avant et après 2020)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 23 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</li> </ul> L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. <p>Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;</li> <li>- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le plan de défense incendie a été présenté le jour de l'inspection. La dernière mise à jour du document date de juin 2019. Celui-ci n'intègre pas encore les mesures nécessaires pour réaliser les prélèvements environnementaux en cas d'incendie. Toutefois, le bureau d'étude qui accompagne l'exploitant et

présent le jour de l'inspection précise les mesures qui pourront utilement être mises en oeuvre. La démarche demeure à formaliser au sein du document.

Pour rappel, un guide professionnel a été reconnu début décembre 2022 pour préciser les conditions de mise en œuvre de ces dispositions.

**Observations :**

Le document devra être mis à jour en intégrant le classement en unique rubrique 1510, le nommage des cellules (de A à F) ainsi que l'identification des mesures prises afin de respecter la prescription précitée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet